



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR**

*Secrétariat général
Service expertise juridique & marchés publics*

132 Boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION : La présente consultation a pour objet la mise en place d'un dispositif d'appui dans le but d'élaborer et accompagner l'instance de gouvernance de la lutte contre le tabac en Région Paca, sous l'autorité du Directeur Général de l'ARS, ceci conformément à l'annexe 2 de l'instruction DGS/SP3/DSS/CNAM/2018/125 du 22 juin 2018 relative au dispositif de soutien par le fonds de lutte contre le tabac aux actions nationales prioritaires et aux programmes régionaux de réduction du tabagisme.

MODE DE PASSATION : Le marché est passé selon une procédure d'Appel d'Offre Ouvert, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 26, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

DUREE : Le marché prendra effet à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire, la date d'AR de La Poste faisant foi. Il sera reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Le lundi 29 octobre 2018 à **11 H 00** - bureau 602.

Le présent cahier comporte treize (13) pages, y compris la première

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Identification des parties contractantes	Page 3
ARTICLE 2	Pouvoir adjudicateur	Page 3
ARTICLE 3	Objet de la consultation	Page 3
ARTICLE 4	Mode de passation	Page 3
ARTICLE 5	Documents contractuels	Page 3
ARTICLE 6	Forme du marché	Page 4
ARTICLE 7	Durée, délais et lieu d'exécution	Page 4
ARTICLE 8	Obligations du titulaire	Page 5
ARTICLE 9	Montant du marché	Page 6
ARTICLE 10	Sous-traitance	Page 6
ARTICLE 11	Commandes	Page 7
ARTICLE 12	Prix et modalités de sa détermination	Page 8
ARTICLE 13	Propriété intellectuelle	Page 8
ARTICLE 14	Conditions de résiliation	Page 10
ARTICLE 15	Admission des prestations	Page 10
ARTICLE 16	Pénalités pour retard	Page 10
ARTICLE 17	Personnes habilitées à donner des renseignements	Page 10
ARTICLE 18	Conditions de règlement et les délais de paiement	Page 11
ARTICLE 19	Règlement des différends et des litiges	Page 12
ARTICLE 20	RGPD	Page 13
ARTICLE 21	Dérogations au C.C.A.G.	Page 13

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes au présent marché sont :

- d'une part, l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et d'autre part, le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par son directeur général, Monsieur Claude d'HARCOURT.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la mise en place d'un dispositif d'appui dans le but d'élaborer et accompagner l'instance de gouvernance de la lutte contre le tabac en Région Paca, sous l'autorité du Directeur Général de l'ARS.

ARTICLE 4 - MODE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'Appel d'Offre Ouvert, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 26, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- 1/ l'acte d'engagement (AE) signé par le représentant habilité du titulaire, ainsi que ses annexes ;
- 2/ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ARS Paca fait seul foi ;
- 3/ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui contient les exigences techniques du marché ;
- 4/ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles option B CCAG/PI (arrêté du 16 septembre - JORF du 16 octobre 2009) **document non joint**.
- 5/ l'offre technique et financière du candidat.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

Toute clause figurant sur les documents du titulaire et contraire aux autres pièces du marché est considérée comme non-écrite.

Documents à produire

- 1) Copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire.
- 2) Déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.

Pour présenter certains de ces éléments, le candidat peut utiliser les formulaires du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : DC1 « Lettre de candidature » ; DC2 « Déclaration du candidat » ; NOTI 1 « Information au candidat retenu ». Ces documents sont disponibles sur l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- 3) Acte d'Engagement/Cahier des Clauses Particulières, complété, daté et signé sans modification
- 4) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- 5) Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- 6) Les attestations et certificats prévus à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics seront demandés à l'attributaire du marché qui devra les remettre dans un délai de 7 jours à compter de la demande du département.
- 7) Déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant que le candidat n'a pas de lien d'intérêt avec l'industrie du tabac.

ARTICLE 6 - FORME DU MARCHE

Cette consultation fait l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 26, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 7 – DUREE, DELAIS ET LIEU D'EXECUTION

7.1. Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire, la date d'AR de La Poste faisant foi. Il sera reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

L'ARS Paca se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7, articles 29 à 36 du CCAG/PI (Cf. Article 13 du CCAP – Conditions de résiliation).

7.2. Délais d'exécution des prestations

Dans son mémoire technique, le prestataire devra fournir un planning prévisionnel à partir de la réunion de cadrage jusqu'à la transmission des livrables finaux, conformément aux indications de l'article 5 du CCTP.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution de la prestation, pour pouvoir bénéficier d'un report du délai de réalisation et par dérogation de l'article 13.3 du CCAG /PI, il doit signaler, par écrit au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, lorsque celles-ci proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure, ceci dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de nouvelle planification du délai de réalisation. Il indique la date de planification demandée dès que ce retard peut être déterminé avec précision. Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique et par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur octroie automatiquement par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, la décision sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

7.3. Lieu d'exécution

Le marché couvre les besoins décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les livrables seront produits auprès du service prescripteur, au siège de l'ARS Paca, 132, Boulevard de Paris – 13003 Marseille.

L'ensemble des réunions de coordination auront lieu au siège de l'ARS Paca, 132, Boulevard de Paris – 13003 Marseille. Des déplacements en région Paca sont à prévoir pour rencontrer notamment les porteurs de projets et les acteurs investis dans la lutte contre le tabac dans la région. Les frais de déplacement seront pris en compte dans la proposition financière.

7.4. Les cas d'annulation et/ou de reports de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler ou de modifier le déroulement d'une phase unilatéralement avant son démarrage, sans indemnité pour le cocontractant, et ce pour motif d'intérêt général.

7.5. Pénalités

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, et en cas d'annulation ou de dédit au tort du titulaire moins de 30 jours avant la date convenue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire suivante : 25 % du montant total de la prestation annulée.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières (CCAP) et aux autres documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés à cet effet.

8.1. Consultants

Les consultants affectés par le titulaire à la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sont ceux présentés par le titulaire dans son offre.

En cas d'indisponibilité de ses consultants, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la bonne exécution des prestations sans que celles-ci ne s'en trouvent compromises ou altérées,
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres, les références et les qualifications dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de trois semaines courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trois semaines pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation du pouvoir adjudicateur devra être motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié.

8.2. Remplacement d'un consultant

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs consultants. Le titulaire procède alors au remplacement du consultant récusé dans les conditions précisées à l'article ci-dessus.

En aucun cas, le remplacement d'un consultant ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.3. Règlements

Le titulaire s'assure du respect par son personnel des réglementations légales et en particulier des réglementations et prescriptions qui sont de règle à l'intérieur des locaux où sont organisées les prestations.

8.4. Obligation de confidentialité

En application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ne soient divulguées à des tiers n'ayant pas à les connaître, les informations et les documents recueillis au cours de l'exécution des prestations et signalés par le pouvoir adjudicateur comme ayant un caractère confidentiel.

Cette obligation étant essentielle, en cas de non respect de la clause de confidentialité, l'administration pourra résilier le marché immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer.

Elle s'applique durant l'exécution du présent marché et après son expiration, sans limitation de durée. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

8.5. Assurances

Le titulaire atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel ou incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par l'exécution des prestations.

Il devra en justifier auprès du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci au moyen d'une attestation délivrée par son assureur et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

S'agissant des déplacements, le candidat ou son sous-traitant doit obligatoirement être assuré à ses frais par une assurance illimitée couvrant la responsabilité civile pouvant répondre de l'usage de son véhicule à des fins professionnelles.

Il doit en apporter toutes les preuves nécessaires (attestation de la compagnie d'assurances indiquant le bénéfice d'une garantie « trajet – affaires » ou équivalent), document sur lequel figure le fait que la compagnie d'assurances renonce à toute action contre le pouvoir adjudicateur du fait du véhicule assuré.

En cas d'accident, le titulaire ou son sous-traitant doit se conformer aux dispositions prévues par la loi et par son contrat d'assurance, de telle sorte que d'aucune manière, et à aucun moment, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne puisse se trouver engagée.

ARTICLE 9 – MONTANT DU MARCHÉ

Le budget alloué au marché est de 250 000 € H.T. Le candidat devra obligatoirement remettre un prix pour les prestations auxquelles il prétend. Ce prix (Prix global forfaitaire par livrable et décomposition du prix global forfaitaire) devra être reporté sur le bordereau de prix joint en annexe.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations faisant l'objet du marché selon les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

10.1. Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de l'agrément des conditions de paiement conformément au modèle spécial de sous-traitance (DC4) que le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

10.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au pouvoir adjudicateur sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La somme à régler tient compte d'une éventuelle actualisation des prix et inclut la T.V.A.

Article 11 - COMMANDES

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS.

L'ARS adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception. Les commandes sont réalisées par échanges dématérialisés, sur supports électroniques ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à partir de la notification du marché et pendant toute sa durée, déterminée à l'article 7.1 du présent Cahier des clauses particulières. Les bons de commande pourront continuer à s'exécuter au plus tard 6 mois à compter de la date de fin d'exécution du marché.

Seuls les bons de commande passés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

Démarrage de la prestation prévue par la commande

La formulation écrite de la demande de prestation par bon de commande est émise par le service Budget Contrôle de Gestion de l'ARS Paca et adressée au titulaire par courrier postal, fax, e-mail ou remis contre récépissé.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché ;
- le numéro de la commande ;
- le détail des prestations à réaliser ;
- le lieu d'exécution ;
- la date de livraison ou le délai d'exécution ;
- les prix €HT et €TTC de la commande ;
- La personne porteuse du dossier au sein de l'Agence.

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - PRIX ET MODALITES DE SA DETERMINATION

Le marché est traité à prix globaux forfaitaires exprimés en euros Hors Taxe. Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres. Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'ensemble de sa clientèle et que celui-ci a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres nécessaires à l'exécution des prestations. Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Tous les frais inhérents à l'exécution des prestations relatives au marché, doivent être inclus dans le prix de la journée, y compris les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des consultants. Sont également compris les frais de participation aux réunions de coordination, la documentation éventuelle ainsi que les livrables.

ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, les dispositions de l'option **B** du CCAG/PI (article 25 de l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles publié au JORF n°0240 du 16 octobre 2009) sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

Le titulaire cède à titre exclusif, les droits d'exploitation des résultats au pouvoir adjudicateur qui peut dès lors les exploiter pour les modes d'exploitation qu'il aura définis dans les documents du marché.

Les droits d'exploitation afférents aux résultats sont cédés à titre gratuit au pouvoir adjudicateur. Leur exploitation non commerciale par le commanditaire ne donne lieu à aucune redevance. Le pouvoir adjudicateur pourra céder certains droits au titulaire du marché ou à des tiers.

13.1. Le territoire d'exploitation

Le territoire d'exploitation sera le monde entier.

13.2. La durée d'exploitation

La durée d'exploitation est de 10 ans au maximum, à compter des livrables.

13.3. L'exploitation des droits cédés

La propriété intellectuelle des documents et données collectées ou émises dans le cadre de la présente prestation appartient au commanditaire de cette prestation. Néanmoins, le titulaire du marché conserve la

faculté d'utiliser les résultats de l'étude sous réserve de l'accord préalable du commanditaire et à la condition que le financement obtenu du commanditaire soit mentionné.

L'étendue des droits cédés intègre la reproduction, la représentation, l'adaptation, les modifications et arrangements. Les modes d'exploitation par le commanditaire sont des modes non commerciaux.

Les supports et techniques d'exploitation sont les suivants :

- le papier tel les rapports écrits, synthèses, extraits, notes, plaquettes de communication etc. et leur forme numérique, analogique, microformes (microfiche, microfilm), diaporamas, électroniques (carte à puce, clé USB, carte mémoire, mémoire flash), électromagnétiques (disque dur), optiques (CD-ROM, DVD-ROM, disque compact audio, DVD audio/vidéo, Blu-ray), magnétiques (carte à piste magnétique, bande magnétique (cassette audio, cassette vidéo, disquettes)

- les présentations orales notamment dans toute salle réunissant du public, et leurs modes de diffusion (cinématographique, télédiffusion par voie hertzienne terrestre, par satellite, par câble ou par les moyens de transmission en ligne tels que les réseaux téléphonique, numérique ou autre)

- la diffusion de tous ces supports sur les sites intranet et internet de l'ARS ou ceux liés à l'ARS (par exemple, ICARS, etc.), les sites intranet ou internet ministériels et notamment ceux du ministère en charge de la santé et des affaires sociales

- une version adaptée aux supports mobiles (smartphones, tablettes,...) pourra également être envisagée.

13.4. La destination

La publication des résultats de l'évaluation pourra être envisagée notamment dans les cas suivants :

- Présentation en interne à l'ARS, ou dans les échanges avec les partenaires, institutionnels ou privés. Les résultats seront en particulier utilisés dans le cadre des travaux relatifs à l'élaboration du deuxième PRS ou des suivants et à celle des outils de sa mise en œuvre.
- Présentation lors de séances publiques, ou de conférences ou colloques ou de formations
- Diffusion des résultats, au travers des médias, généralistes, spécialistes ou institutionnels
- Diffusion dans les supports institutionnels produits par l'ARS ou le ministère

13.5. L'étendue des droits cédés

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur :

- les droits d'exploitation afférents aux résultats de l'analyse territoriale de l'offre de soins en région PACA, à titre exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature du présent marché, pour 10 ans, à partir de la transmission de la note de restitution des travaux et du diaporama de présentation, finaux pour chaque lot.

Les droits objets de la présente cession seront notamment exploités dans le cadre de campagnes de communication du pouvoir adjudicateur

- le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter par les modes évoqués à l'article 12.3. par tous les moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient sur tous les supports connus ou inconnus à ce jour.

13.6. Le prix des droits cédés

Ces droits d'exploitation, de reproduction, de représentation, de communication, d'adaptation, de modification, d'arrangement etc. sont cédés à titre gratuit.

Les modes d'exploitation mentionnés au paragraphe 12.3. ne donnent lieu à aucune redevance au profit du titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut, pendant les 10 ans de l'exercice de ses droits exclusifs, autoriser le titulaire du marché ou des tiers à exploiter à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des résultats, avec ou sans le versement d'une redevance.

L'assistance technique due par le titulaire du marché au titre du paragraphe A.25.3.6 du CCAG-PI, pendant deux ans à partir de la transmission de la note de restitution des travaux et du diaporama de présentation, finaux pour chaque lot, est réalisée à titre gratuit.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues au chapitre 7, articles 29 à 36 du CCAG/PI. Ces articles prévoient les conditions et les différents cas de résiliation notamment pour événements extérieurs au marché ou pour faute du Titulaire.

Conformément à l'article 51 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans lesdits articles ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 du code du travail, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements - notamment en cas d'insuffisance dans la qualité de la prestation ou lorsque le contenu du programme dispensé ne correspond pas au programme commandé - et après une mise en demeure préalable, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, le marché concerné sera résilié aux torts exclusifs de celui-ci, conformément à l'article 32 du C.C.A.G./PI. La présente indication complète les articles 29 et 32 du C.C.A.G./PI pour ce qui concerne la résiliation des marchés.

ARTICLE 15 – ADMISSION DES PRESTATIONS

Les livrables feront l'objet d'une réception par « service fait » qui sera prononcé au vu :

- du respect par le titulaire et ses intervenants du cadre général d'intervention,
- de la validation par l'ARS PACA des différents livrables liés à la prestation.

La réception par le pouvoir adjudicateur d'une facture émise par le titulaire, alors même que le service fait n'aurait pas été validé et acté selon ces formes, ou que ce dernier aurait donné lieu à décision négative, ne fera pas courir le délai de paiement à son profit.

Dans le cas où les prestations réalisées ne seraient pas conformes à la commande ou n'auraient pas permis l'atteinte des objectifs fixés, le titulaire prend à sa charge, sans coût et commande supplémentaire, l'ensemble des tâches nécessaires à l'atteinte de l'objectif initial.

ARTICLE 16 – PENALITES POUR RETARD

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, et en cas d'annulation ou de dédit au tort du titulaire moins de 30 jours avant la date convenue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire suivante : 25 % du montant total de la prestation annulée.

Si les délais sur lesquels le prestataire s'est engagé ne sont pas respectés de son fait, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Règlement des pénalités

Les pénalités seront réglées :

- soit par chèque bancaire établi à l'ordre de l'Agent comptable de l'ARS PACA,
- soit par virement bancaire auprès de l'ARS PACA,
- soit par l'émission d'un avoir,
- soit déduites des montants à devoir par le maître d'ouvrage au titulaire.

ARTICLE 17 – PERSONNES HABILITEES A DONNER DES RENSEIGNEMENTS

La personne habilitée à donner des renseignements **d'ordre administratif** est :

- Monsieur Franck LUCIEN
Service expertise juridique et marchés publics
Acheteur public
☎ 04 13 55 80 18
ars-paca-marches-publics@ars.sante.fr

Les questions **d'ordre technique** seront orientées vers les personnes habilitées à y répondre. Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les questions et les réponses seront publiées sur la plateforme des achats de l'état.

ARTICLE 18 – CONDITIONS DE REGLEMENT ET DELAIS DE PAIEMENT

18.1. Bénéfice de l'avance forfaitaire

L'octroi des avances a pour objet de faciliter l'exécution des marchés et d'assurer l'égalité d'accès aux marchés entre les entreprises qui disposent d'une trésorerie suffisante pour démarrer l'exécution des prestations et celles qui n'en disposent pas. Ce marché ne pourra faire l'objet d'une avance que si les conditions de l'article 110 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sont réunies.

18.2. Bénéfice des acomptes

A la différence des avances, les acomptes sont versés pour des prestations effectuées en cours d'exécution du marché : l'acompte rémunère un service fait.

18.3. Facturation

Le Titulaire adresse ses factures à l'ARS PACA après réception des livrables de chaque bon de commande émis. Ces factures sont établies en un original et deux duplicata sur papier à en-tête ou au format électronique (se reporter à l'article 17.7. Facturation électronique). Une même facture ne pourra pas regrouper plusieurs bons de commandes.

Les factures reprennent le détail de toutes les prestations décrites sur les bons de commande et selon le BPU en annexe 1 de l'acte d'engagement. Préalablement à tout paiement, l'ARS Paca s'assurera de l'exécution réelle des prestations et des temps facturés. Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ le nom et l'adresse du créancier
- ✓ le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement (Banque + IBAN + BIC)
- ✓ la référence du marché
- ✓ la nature ou l'intitulé de la prestation
- ✓ les dates et lieu d'exécution de la prestation
- ✓ le montant total HT et TTC des prestations effectuées
- ✓ le montant et le taux de la TVA
- ✓ la date de facturation

18.4. Acceptation de la facture

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités ou les réfections.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le pouvoir adjudicateur de chaque marché subséquent fait mandater les sommes qu'il a admises. Le complément est mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

18.5. Renseignements d'ordre comptable

18.5.1. Déléataire des paiements

Les virements bancaires sont ordonnés par le directeur général de l'ARS PACA.

18.5.2. Domiciliation des paiements

Les références du compte ouvert au nom du titulaire figurent à l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues, par virement au compte du titulaire.

18.5.3. Adresse de Facturation

Les factures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Madame l'agent comptable
Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
132, Boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

18.6. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante.

Les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa précédent fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique impose :

- un taux d'intérêts moratoires, égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixé à quarante (40) euros.

18.6. 1. Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions de l'accord-cadre ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué à l'article « 17.6. Délai de Paiement » est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

18.7. Facturation électronique

Conformément à loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs est le suivant :

- ✓ 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés)

ARTICLE 19 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES

Conformément à l'article 37 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des clauses du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différent qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article 127 du code des marchés publics.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est la suivante :

Tribunal administratif de Marseille

22/24 rue Breteuil – 13006 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

ARTICLE 20 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le prestataire garantit prendre toute précaution pour se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et plus particulièrement les instructions concernant la sous-traitance, applicable au 25 mai 2018.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU C.C.A.G

L'article 7.2 du présent C.C.A.P complète l'article 13.3 du C.C.A.G./PI pour ce qui concerne la prolongation du délai d'exécution.

L'article 14 du présent C.C.A.P. complète les articles 29 et 32 du C.C.A.G./PI pour ce qui concerne la résiliation des marchés.